

Pour financer les élections, Nkurunziza coupe les vivres à plusieurs ministères

RFI, 26-05-2015 Burundi : le président signe un décret sur le financement des élections. Au Burundi, alors que plusieurs bailleurs de fonds ont décidé de suspendre leur soutien au processus électoral, le président Pierre Nkurunziza a signé un décret sur le financement des élections dans son pays. Ce décret prévoit l'augmentation du déficit et prévoit de rogner sur le budget de certains ministères, afin de dégager 25 millions d'euros soit 44 milliards de francs burundais.

« Vu l'urgence et la nécessité de donner des moyens à la commission électorale nationale indépendante pour l'organisation des élections », c'est ce que nous pouvons lire sur le décret numéro 100/160, daté du 21 mai 2015. RFI a obtenu copie. Il a été signé par le président, Pierre Nkurunziza, par son deuxième vice-président et par le ministre des Finances. Le chef de l'Etat burundais ordonne différentes opérations pour bloquer ces 44 milliards de francs burundais et ainsi financer ces élections. Pour obtenir cette somme, « en croire ce document, la dette intérieure devrait être « relâchée », soit alourdie de 28 milliards de francs burundais. Un milliard devrait résulter de l'ouverture d'un nouveau produit intitulé mystérieusement « produits divers » et 15 milliards seront retirés d'autres institutions. Parmi ceux qui verront leur budget réduit, il y a d'abord la présidence de la République dans son appui « aux bonnes initiatives ». Pas moins de neuf ministères seront touchés et notamment ceux de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé, de l'Agriculture et celui de l'Enseignement. Du côté des diplomates occidentaux, cette nouvelle inquiète également. « Le FMI et la Banque mondiale risquent de se retirer du pays vu l'accroissement du déficit », explique l'un d'eux avant d'ajouter « qu'on sentait bien la volonté, chez les autorités, d'aller aux élections quelles qu'en soient les conséquences ». « Autant avoir une crise budgétaire plutôt qu'une crise politico-sécuritaire créée par un vide institutionnel », rétorque le conseiller en communication du président, Willy Nyamitwe. « Il ajoute le mal au mal ».

« Je crois que c'est de l'inconscience de la part d'un président qui est en fin de mandat et qui va signer un budget déficitaire. Il va prendre de l'argent sur des ministères alors que ces mêmes ministères n'ont déjà suffisamment d'argent et que les fonctionnaires vont entrer en grève », a déclaré, à RFI, Jean Minani, président du parti de l'opposition, Frodebu Nyakuri. « Nous avons, par exemple, un préavis de grève des syndicats des enseignants qui n'ont pas encore touché leurs salaires. Dès que tout le pays est en ébullition, il va maintenant enfoncer et créer des problèmes, une crise sociale. Il ajoute le mal au mal », a ajouté l'opposant Jean Minani.